**Valérie PÉCRESSE**

Présidente du Conseil régional d’Ile-de-France

Le 21 juin 2021

Madame la Présidente,

C’est au nom de l’intersyndicale CFDT-CFTC-UNSa des Organisations Syndicales Représentatives (1) de l’opérateur de télécommunication SFR que nous vous contactons, afin de vous alerter sur les dangers réels et imminents portés par le plan de restructuration prévu par Altice-SFR sur l’ensemble du territoire national.

Cette lettre est à destination de l’ensemble des candidats aux élections régionales dont les positions sont compatibles avec nos valeurs syndicales et nos profondes convictions républicaines d’inclusion et de tolérance.

**Pour résumer, ce projet envisage la suppression de 1.568 postes chez SFR et de 404 supplémentaires dans les points de vente, soit un total de 1.972 suppressions sur l’ensemble du territoire.**

L’intersyndicale refuse tant l’ampleur que la méthode de mise en œuvre de ce plan qui se fait à marche forcée et porte atteinte à l’avenir et l’image de marque de SFR.

Par rapport à d’autres secteurs économiques, la crise sanitaire a affecté de manière particulière le métier des opérateurs de télécommunication, et singulièrement SFR :

* En tant que salariés, nous avons été **en première ligne** pour maintenir les réseaux essentiels à la croissance exponentielle des usages à distance de nombreux services essentiels à la continuité des activités de la population. [La panne des lignes de numéro d’urgence](https://www.franceculture.fr/emissions/la-question-du-jour/panne-du-reseau-telephonique-orange-faut-il-revoir-le-systeme-dappels-vers-les-urgences), survenue au début de ce mois, est une preuve supplémentaire de l’intérêt vital de la bonne conduite des activités des entreprises de télécommunication en France. En effet, le « vrai sujet », c'est avoir « [un service public des communications qui sorte des intérêts financiers et qui soit dans l'intérêt des usagers](https://www.francetvinfo.fr/sante/panne-des-numeros-d-urgences/rapport-sur-la-panne-des-numeros-durgence-le-vrai-sujet-est-d-avoir-un-service-public-des-communications-qui-sorte-des-interets-financiers-selon-un-syndicaliste_4660229.html#xtor=CS2-765-%5Bautres%5D-) ».
* Nos **résultats ont fait mieux que résister à la crise :**entre 2019 et 2020, le CA (11 milliards d’euros) a augmenté de 2,1% tandis que l’Ebitda (4,3 milliards) a progressé de 1,7%.

C’est pourquoi nous avons découvert avec une totale incompréhension les annonces de ce plan de réduction des effectifs, qui s’inscrit dans une logique de diminution de l’emploi chez SFR. En effet, les effectifs ont été pratiquement divisés par deux depuis le rachat de SFR, il y a 6 ans par Numéricable (devenu Altice), dont le principal actionnaire est Patrick DRAHI. Il ne vous aura pas échappé que ce dernier vient de devenir [l'actionnaire principal de l'opérateur britannique BT pour 2,5 milliards d'euros](https://www.capital.fr/entreprises-marches/patrick-drahi-devient-le-premier-actionnaire-de-bt-british-telecom-1406030), alors que la situation économique est invoquée pour justifier des licenciements en France.

Dans le contexte économique, social et politique actuel, le plan qu’on nous impose est incohérent et dommageable, tant pour SFR que pour les intérêts de notre pays.

**Un plan fortement préjudiciable pour l’emploi dans les régions**

C’est un coup direct porté au pouvoir d’achat de ceux que vous souhaitez représenter et une contrainte supplémentaire pour les objectifs de réindustrialisation que vous défendez et dont notre pays a

besoin. Cela s’accompagne de recréations de postes dans d’autres sociétés du groupe, venant acter une paupérisation des emplois.

**Un plan qui affaiblit significativement la souveraineté industrielle et numérique française**

Le secteur des télécommunications est stratégique et en croissance constante, et SFR en est un acteur essentiel en France et en Europe. Le plan présenté par Patrick DRAHI et ses associés diminuerait notre autonomie stratégique en la matière ainsi que la qualité de service et les possibilités de R&D dont dépendent non seulement la population mais l’ensemble des secteurs d’activité du pays.

 **Un plan qui trahit la confiance des décideurs publics**

SFR a bénéficié, depuis plusieurs années, **d’aides publiques importantes**, en particulier du soutien de l’État pendant à la crise sanitaire. En mettant 2.000 salariés SFR et 2.500 salariés SFR Distribution au chômage partiel, puis plus d’un millier en ce début d’année, le groupe Altice a économisé plusieurs dizaines de millions d’euros auxquels il faudrait ajouter les dispositifs comme le CICE, CIR et l’achat à prix attractif des licences 5G. De la même manière, la direction du groupe a remis en cause ses engagements pour 3 ans pris devant les salariés et représentants du personnel en octobre dernier sur le maintien de l’emploi.

**Un plan qui s’accompagne du plus grand mépris pour les salariés**

Nous avons été contraints de saisir les tribunaux pour obtenir la communication des informations détaillées de la justification et de la mise en œuvre de cette restructuration. Face à des dirigeants pour qui le dialogue social et la négociation ne sont plus que des mots vides de sens, le Tribunal de Paris a donné raison au Comité Social et Economique Central (CSEC) de notre entreprise dans son jugement du 30 avril 2021.

De plus, le tribunal judiciaire de Nanterre a rendu, ce vendredi 18 juin 2021, un jugement donnant, en référé, entièrement raison au CSE de SFR distribution. Actant l’accès à la quasi-totalité des documents pour les représentants syndicaux, il a également décidé d’une suspension de la procédure d’information/consultation d’au moins 45 jours, ce qui nous conforte encore dans notre combat.

**Dans votre région, ce sont les sites de Paris (75) et des Ulis (91) qui sont concernés, avec, en tout, 928 suppressions d’emplois.**

C’est pourquoi nous souhaitons vous inviter à nous rencontrer, ce jeudi 24 juin 2021 à partir de 10h, sur notre site de Paris Balard afin de vous présenter les conséquences de ce plan pour l’économie et l’emploi dans votre région. Sur site, des représentants de l’intersyndicale seront présents pour répondre à vos questions et détailler les mesures envisagées dans ce plan de restructuration. Pour votre information, nous avons également convié la presse locale à venir nous rencontrer ce jour-là.

Vous remerciant par avance de l’attention que vous porterez à ce message, je vous prie de croire, Madame la Présidente de Région, en l’expression de nos sentiments les meilleurs.

Bien cordialement,

*Laurent PENON, Xavier COURTILLAT, Olivier LELONG, Délégué Syndicaux CFDT*

*Abdelkader CHOUKRANE, Brahim BEN MAATOUG, Délégués Syndicaux UNSa*

*Cécilia PEREIRA, Franck GUEDE, Délégués Syndicaux CFTC*